



# VERSEMENT MOBILITÉ RÉGIONAL

## BILAN DE LA CONSULTATION MENÉE PAR LE GROUPE CDRC AUPRÈS DES ENTREPRISES RÉGIONALES DE PLUS DE 11 SALARIES



**C**entre  
**D**émocrate  
**R**épublicain  
**C**itoyen



# LA CONSULTATION EN BREF



Décision de la majorité régionale NFP de lever un **nouvel impôt de production sur l'ensemble des entreprises régionales de +11 de salariés à hauteur de 0,15% de leur masse salariale**



Consultation menée entre le 21 mai et le 20 juin 2025 auprès de 800 entreprises de + de 11 salariés de la région Centre-Val de Loire



Évaluer les conséquences de cette instauration sur l'activité de ces entreprises

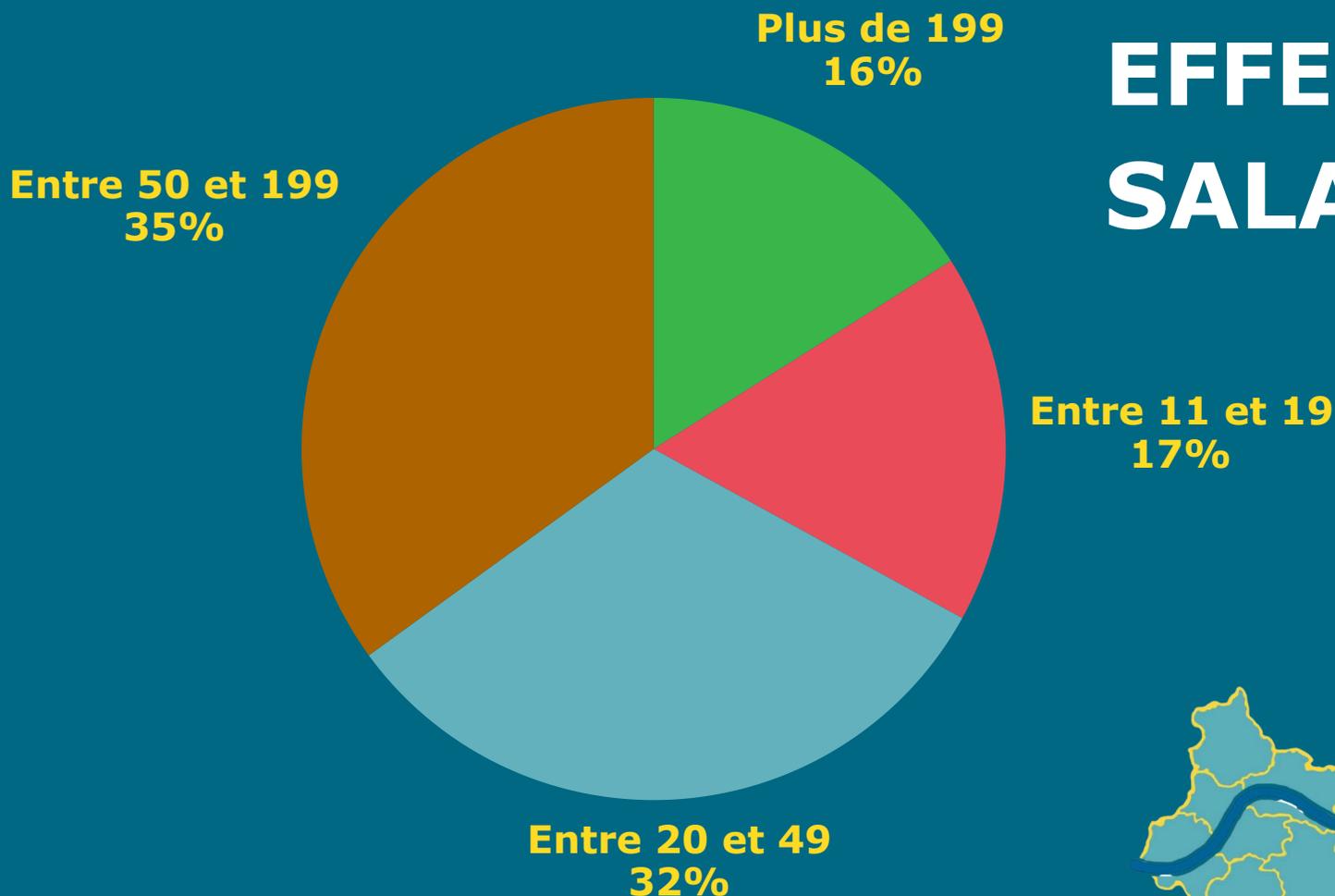


Centre  
Démocrate  
Républicain  
Citoyen



# PROFIL DES 109 ENTREPRISES RÉPONDANTES

## EFFECTIFS SALARIES

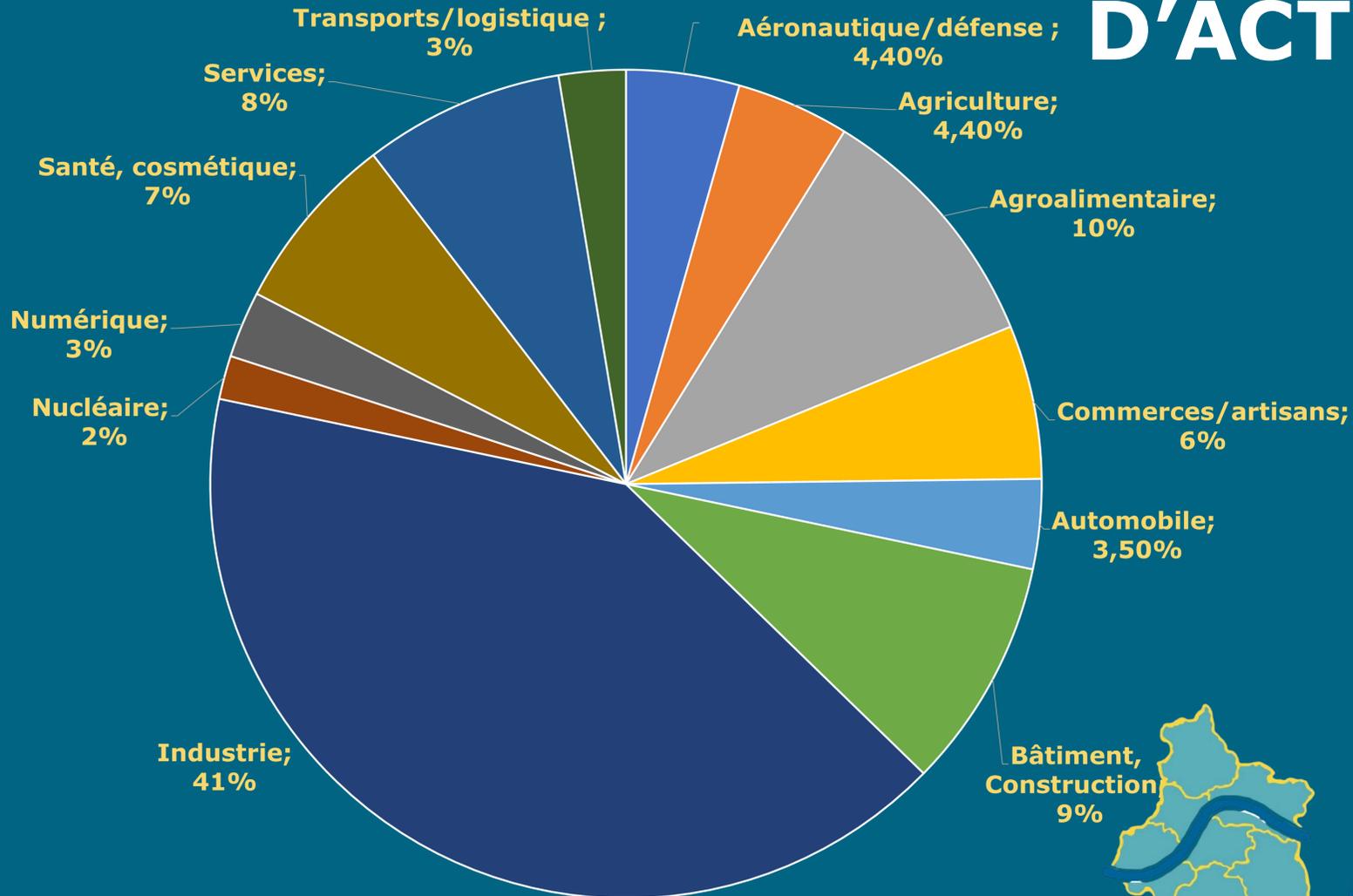


**C**entre  
**D**émocrate  
**R**épublicain  
**C**itoyen



# PROFIL DES 109 ENTREPRISES RÉPONDANTES

## SECTEURS D'ACTIVITÉ

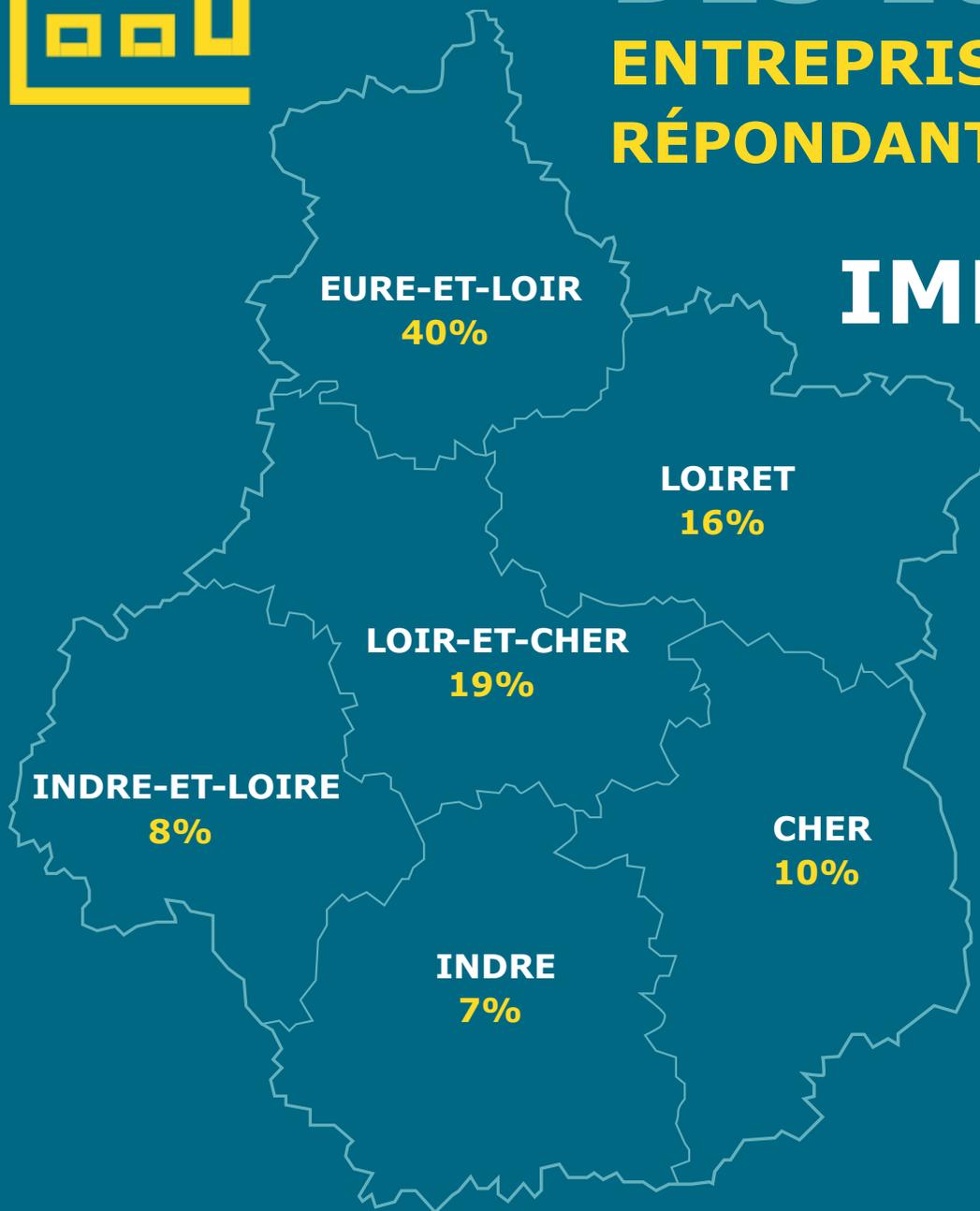


Centre  
Démocrate  
Républicain  
Citoyen



# PROFIL DES 109 ENTREPRISES RÉPONDANTES

## IMPLANTATIONS



- Centre
- Démocrate
- Républicain
- Citoyen



# PRINCIPAUX RÉSULTATS



Centre  
Démocrate  
Républicain  
Citoyen



## INADAPTATION DE L'OFFRE DE TRANSPORT RÉGIONALE POUR LES DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

84%

déclarent qu'aucun de leurs salariés n'utilise un service de transport régional pour se rendre sur leur lieu de travail



## UN RISQUE IMPORTANT POUR L'EMPLOI DANS LA RÉGION

40%

déclarent que ce nouvel impôt de production va modifier les projets et intentions de recrutements

27%

déclarent ne pas être encore en mesure d'estimer l'impact de ce nouvel impôt sur leurs projets de recrutements



## UNE MESURE PRISE SANS CONCERTATION OU DIALOGUE AVEC LES ENTREPRISES

97%

déclarent n'avoir jamais été informées ou consultées par les services de la Région au sujet de l'instauration de ce nouvel impôt de production



# LA PAROLE AUX ENTREPRISES



*« Il serait inconcevable de payer alors qu'il n'existe aucun service de transport utilisable par les salariés de l'entreprise. Nous avons financé la mise en place de 2 bornes de recharge électrique pour aider nos salariés à se déplacer avec de l'énergie propre, donc inutile d'avoir une double peine, encore plus pour un service inexistant. »*

**Directeur d'une entreprise d'Eure-et-Loir dans l'automobile**

*« Si l'on veut dissuader les entreprises d'embaucher il faut continuer comme cela. Le contexte économique est déjà compliqué. »*

**Directeur d'une entreprise de services dans l'Eure-et-Loir**

*« A force de créer de nouveaux impôts supplémentaires portant sur les entreprises celles-ci vont mourir ! »*

**Directeur d'une PME industrielle dans le Loir-et-Cher**

*« Encore un prélèvement qui va dégrader notre compétitivité dans un environnement incertain. »*

**Directeur général d'une entreprise de l'agroalimentaire dans le Loiret**

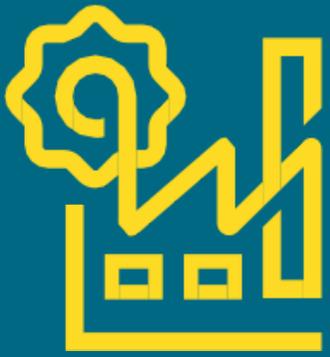


Centre

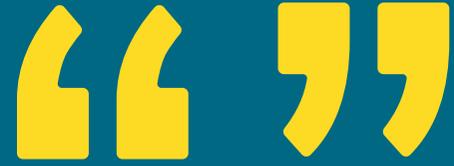
Démocrate

Républicain

Citoyen



# LA PAROLE AUX ENTREPRISES



*« Cette annonce envoie un très mauvais signal à la profession, dans une conjoncture incertaine, tout en étant totalement décorrélée des préoccupations des salariés et de leurs besoins. Les services de mobilités restent inadaptés aux transports des travailleurs, tant en termes de trajets et dessertes, que d'horaires. »*

**Gérant d'une entreprise du bâtiment dans le Cher**

*« Avant d'augmenter les impôts, il faut réduire les dépenses »*

**Président d'une entreprise industrielle dans le Loiret**

*« En tant que groupement d'entreprises, un certain nombre de nos adhérents se posent la question s'il font leur croissance en Région ou non, voir délocaliser certains salariés. »*

**Représentant d'un groupement d'entreprises dans une filière régionale stratégique**



Centre

Démocrate

Républicain

Citoyen